



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR CENTRE

18, parc d'activités Les Blattiers
71160 Digoïn

Références : AC/NM/2024/M_293
Code AIOT : 0024700046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement EPUR CENTRE implanté 18, parc d'activités Les Blattiers 71160 Digoïn. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR CENTRE
- 18, parc d'activités Les Blattiers 71160 Digoïn
- Code AIOT : 0024700046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EPUR Centre Est, spécialisée dans la collecte, le stockage, le traitement et la valorisation

de matières, exploite sur le territoire de la commune de Digoin un site de tri, transit, regroupement de déchets, et de démantèlement de VHU.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des investissements visant à réduire ses rejets de polluants au milieu naturel. Il veillera à respecter l'ensemble des prescriptions fixées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2023

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|---|
| 1 | VLe des eaux exclusivement pluviales | Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 4.3.11 | Sans objet |
| 2 | VLE des effluents pollués rejetés au milieu naturel | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 | Sans objet |
| 3 | VLE des eaux résiduaires | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 | Sans objet |
| 4 | Analyse de confirmation justifiant le retour à la conformité | Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 1 | Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des investissements visant à réduire ses rejets de polluants au milieu naturel. Il a réalisé les mesures nécessaires, et est désormais conforme aux prescriptions fixées par l'arrêté de mise en demeure du 17 septembre 2020. Il est donc proposé de lever cette mise en demeure, et de procéder à la liquidation totale puis à la levée de l'astreinte journalière prise par arrêté du 15 février 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLe des eaux exclusivement pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 4.3.11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : référence du |

| |
|--|
| rejet vers le milieu récepteur : EP1 et EP2 MES : 40 mg/l DCO : 40mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de ses réseaux de rejets aqueux. Il indique cependant que le plan n'est plus à jour suite à des travaux de réfection en 2024.</p> <p>Un premier réseau, sortant au point de rejet EP1, identifié en rose sur le plan présenté, correspond au réseau séparatif d'eaux pluviales, dédié à la collecte des eaux de toiture.</p> <p>Un deuxième réseau, sortant au point de rejet EP2, identifié en bleu sur le plan présenté, correspond au réseau extérieur constitué de caniveaux et d'un décanteur. Ce réseau abouti à une cuve de 4m³, avec séparation des matières en suspension puis renvoi par débordement vers un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les deux réseaux rejoignent in fine un même réseau communal allant vers le milieu naturel.</p> <p>Il n'a pas été constaté de non-conformité sur ces éléments.</p> <p>L'exploitant a présenté et transmis un rapport d'analyse établi par EUROFINS datant du 14 mars 2023 concernant le rejet EP1 correspondant aux eaux exclusivement pluviales.</p> <p>Il n'a pas été constaté de non-conformité sur ces éléments.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan mis à jour des réseaux de rejets aqueux.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : VLE des effluents pollués rejetés au milieu naturel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>Cf. arrêté ministériel pour les valeurs</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les travaux sur le réseau effectués en avril 2024 (voir point de contrôle n°1).</p> <p>Il présente un tableau regroupant les mesures faites au point de rejet EP2 en 2023 et 2024, et présente et transmet la dernière analyse réalisée par EUROFINS en date du 27 septembre 2024.</p> |

| |
|---|
| <p>Il n'a pas été constaté de non-conformité sur ces éléments.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2023 fixe une VLE sur le paramètre [Fe+Al] plus stricte que celle de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 faisant l'objet du présent contrôle. Il devra donc veiller à respecter l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2023, qui pourra faire, par la suite, l'objet d'un autre contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : VLE des eaux résiduaires

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites de rejet.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l. Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mgO_l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les rejets s'effectuent dans le milieu naturel, pas dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration. Le §b) est donc non applicable.</p> <p>Les mesures réalisées par EUROFINs en septembre 2023 ont été confrontées aux VLE fixées à l'article objet du présent point de contrôle.</p> <p>Il n'a pas été constaté de non-conformité sur ces éléments.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Analyse de confirmation justifiant le retour à la conformité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, APAJ - Mise en demeure concernant les rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : [...] jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée au deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du n°DCL-BRENV-2020-261-1 du 17 septembre 2020 susvisé : Respect des valeurs limites applicables et stipulées aux articles 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012 susvisé, 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé. Une analyse de confirmation justifie le retour à la conformité ; [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté les mesures réalisées en 2023 et 2024 (dernier prélèvement du 26 septembre 2024) sur les paramètres prévus aux articles visés dans la mise en demeure du 17 septembre 2020. Les valeurs relevées sont conformes, comme précisé aux points de contrôle précédents. La mise en demeure du 17 septembre 2020 peut être considérée comme respectée et levée. Il est proposé la liquidation totale de l'astreinte journalière et la levée de l'arrêté préfectoral de sanction du 15 février 2023. La liquidation de l'astreinte journalière porte sur la période allant du 17 décembre 2023 au 26 septembre 2024 soit 285 jours. Le montant total liquidé est de $200 \times 285 = 57\,000\text{€}$ |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre l'ensemble des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux présentés lors du contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure |